[Text]

Senator Godfrey: Do I gather that you feel that people in a higher position might need security clearance?

Dr. Savage: Yes.

Senator Godrey: With the advent of the Xerox machine, I would have thought that anybody from the lowliest clerk staying behind at night can provide the little brown envelopes that get into the hands of the press, the opposition and in fact, anybody but senators who try to get copies. There are numerous documents published which the press and the opposition have copies of but not Liberal senators.

Senator Flynn: You are not to be trusted.

Dr. Savage: Surely, there are large areas of the government which are not truly security areas.

Senator Godfrey: There is a vast improvement in this bill in that now there is a complaint procedure whereas before there was none at all. It was an iniquitous situation, one with which I am familiar.

Dr. Savage: Indeed. We would strongly recommend to you that you take the complaint procedure along the directions the McDonald Commission suggested and that it be distinguished from a parliamentary security committee which would have an oversight function. The McDonald Commission takes that thought in the direction of a judicial tribunal.

Senator Godfrey: As they have in Australia.

Dr. Savage: Yes, and we think that its the direction to go and that there really should be two separate bodies with two separate functions—oversight is one thing and a tribunal to hear cases is another.

Senator Godfrey: Is my recollection correct that you feel that the review committee should be replaced by a parliamentary committee?

Dr. Savage: I am saying that the functions should be split. The review committee, as a hearing committee, should be more judicial, but there should be also a parliamentary committee which has a general oversight of the security area.

Senator Godfrey: Leaving apart the first one, which is the appeal procedure, but referring to the general oversight, why would you not have a review committee that would report to a parliamentary committee? A parliamentary committee probably would not have the time to go into all the details and to spend as much time as a review committee would. The suggestion has been made to us that, as is the case of other parliamentary committees, there could be one that has a permanent reference to it as is the case in the Statutory Instruments Act. Why would that not be more practical? They

[Traduction]

faire subir ce qui constitue en quelque sorte une enquête de sécurité de la GRC.

Le sénateur Godfrey: Est-ce que je comprends bien dans tout cela que les haut-placés pourraient avoir besoin d'une enquête de sécurité?

M. Savage: Oui.

Le sénateur Godfrey: Grâce aux machines Xerox, j'aurais pensé que quiconque, même un commis subalterne qui resterait le soir après les heures de bureau, est en mesure d'obtenir les documents qui se retrouvent entre les mains des journalistes, de l'opposition et, en fait, de n'importe qui, sauf des sénateurs qui voudraient en avoir des copies. Il y a de nombreux documents qui ont été publiés et dont des exemplaires ont été distribués aux journalistes et à l'opposition, mais non aux sénateurs libéraux.

Le sénateur Flynn: On ne vous juge pas digne de confiance.

M. Savage: Il y a surement de vastes secteurs du gouvernement qui ne méritent pas vraiment d'être considérés comme des secteurs délicats du point de vue de la sécurité.

Le sénateur Godfrey: Ce projet de loi, représente une grande amélioration, en ce sens qu'il prévoit une procédure permettant de porter plainte. Cette procédure n'existait pas auparavant et j'ai eu connaissance d'injustices flagrantes.

M. Savage: Nous vous recommandons fortement d'aller dans le sens de la Commission McDonald et de faire traiter les plaintes par un organisme distinct du comité de sécurité parlementaire, qui lui n'exercerait qu'une fonction de surveillance. Selon la Commission McDonald, il conviendrait plutôt d'avoir recours à un tribunal judiciaire.

Le sénateur Godfrey: Comme en Australie.

M. Savage: Oui, et nous sommes d'avis qu'il faudrait aller dans cette direction et qu'il devrait vraiment y avoir deux organismes distincts, ayant deux mandats distincts—d'un côté, un comité de surveillance et de l'autre, un tribunal des plaintes.

Le sénateur Godfrey: Si je me souviens bien, vous êtes d'avis que l'on devrait remplacer le comité de surveillance par un comité parlementaire?

M. Savage: Je dis que leurs fonctions devraient être distinctes. Le comité de surveillance, en tant que comité d'examen des plaintes, devrait avoir une fonction plus judiciaire, mais il devrait aussi y avoir un comité parlementaire responsable du secteur de la sécurité en général.

Le sénateur Godfrey: Si l'on met de côté le premier, qui concerne la procédure d'appel, et que l'on considère la fonction générale de surveillance, pour quoi n'aurions nous pas un comité de surveillance qui ferait rapport à un comité parlementaire? Un comité parlementaire n'aurait probablement pas le temps d'étudier tous les détails aussi longuement qu'un comité de surveillance proposé que l'on puisse renvoyer cette question en permanence à l'un des autres comités parlementaires, comme on le fait pour la Loi sur les textes réglementaires. Pour quoi cele ne serait-il pas plus pratique? Il ferait rapport au Parlement mais non à un comité parlementaire.